

IL PLEUT SUR LA CULTURE

Au moment où Bruxelles veut se refaire une image, certains musées royaux sont si délabrés que les pigeons et la pluie s'y invitent. Comment attirer le public - et les touristes - dans une ville où la politique culturelle s'effondre?

A deux pas du Musée Magritte, au cœur du Musée d'Art ancien, l'un des plus prestigieux de Belgique, se joue une scène surréaliste. Pour retenir l'eau qui fuit des plafonds, des seaux d'eau ont été installés au pied des Rubens! Et les visiteurs slaloment entre ces étranges invités. Dans le parc du Cinquantenaire, les galeries d'art et d'histoire présentent sarcophages égyptiens, mosaïques romaines et statue de l'Île de Pâques. Et puis quelques pigeons, visiteurs inattendus entrés par des trous dans les toits. Face à cette situation qui n'est pas neuve, beaucoup s'en fichent, d'autres s'indignent. Mais comment en sommes-nous arrivés là? Nous avons questionné des acteurs politiques et culturels et, dans un contexte dominé par des problèmes financiers et de gouvernance, leurs réponses n'incitent pas à un franc optimisme.

À propos de culture, Bruxelles souffre des mêmes maux qu'en matière d'urbanisme, de mobilité, d'entretien... Autrement dit, nos collections d'art ne font pas beaucoup plus mal que les tunnels et les ponts de notre capitale.

L'empilement des compétences d'une part et le manque de vision à long terme d'autre part rendent les choses, disons, compliquées. Or, la logique voudrait que la capitale européenne soit un centre international du rayonnement culturel de l'Europe. Pas seulement pour les amateurs de culture mais aussi parce que les études ont largement prouvé que la culture "rapporte". C'est même un gisement incroyable de richesse et d'emplois.

À titre de comparaison, en 2014, la culture a contribué 7 fois plus au PIB français que l'industrie automobile, soit 57,8 milliards d'euros de valeur ajoutée alors que son coût total pour la collectivité approchait les 21,5 milliards d'euros. En Belgique, la même année, les industries culturelles et créatives représentaient 4,8 % du PIB, soit environ 15,6 milliards d'euros de valeur ajoutée. Aux États-Unis, la culture est carrément devenue la deuxième plus grande source de revenus du pays! *"Ne pas miser sur la culture c'est avoir une vision à court terme"* avertissait récemment Philippe Close, échevin bruxellois du Tourisme.

"NE LES LOUPEZ PAS!"

Pour booster le secteur, des structures comme Visitbrussels font ce qu'elles peuvent. Mais, soyons honnêtes, la culture renvoie rarement à

Bruxelles et inversement. Bien sûr, une vie artistique existe, mais est-elle assez prise en considération pour le pouvoir politique? La culture est-elle considérée comme une vitrine dont on aurait compris et chéri les enjeux économiques? Pour ça, il faut penser grand, penser loin et penser ensemble. Malheureusement, en Belgique, la culture n'est pas une politique d'État. La difficulté actuelle traduit un manque criant de moyens publics et le pays est trop petit pour que le privé prenne le relais. L'une des solutions de financement pour les musées évoquée dernièrement serait la "société anonyme de droit public". Un statut flexible - comme celui de Bozar - qui permettrait d'attirer légalement le sponsoring. Récemment, Isabelle Van Hoonacker, directrice du service éducatif des Musées royaux des Beaux-Arts, a même cité l'exemple du tax shelter jusqu'ici seulement appliqué au cinéma.

"Quand ça tenait encore tant bien que mal, la réalité pouvait encore se cacher. Mais désormais, les tunnels s'effondrent, la pluie s'invite dans les musées. À un moment donné, il fallait bien que tout s'écroule." Le journaliste français installé à Bruxelles Jean Quatremer ne s'était plus trop prononcé sur les défauts de Bruxelles depuis sa tristement célèbre chronique *Bruxelles pas belle*, en 2014. *"Ne les loupez pas!"* nous dit-il aujourd'hui à propos des politiques belges. Selon le journaliste de *Libération* en effet, nos élites politiques sont l'incarnation de la médiocrité. D'autres ont interpellé les Bruxellois récemment, comme ce journaliste français travaillant pour Arte et installé à Bruxelles depuis deux ans: *"Il est temps de se ressaisir, pour*

"NOUS AVONS DES CHEFS-D'ŒUVRE EN PAGAILLE, MAIS NOTRE PATRIMOINE DORT."

CLAIRE LEBLANC

rendre Bruxelles plus belle. Au nom de quoi et de qui Bruxelles serait une des seules villes à devoir souffrir ainsi encore plus longtemps?" demande-t-il dans les colonnes du Soir.

À cet égard, l'avis de Claire Leblanc, conservateur du très beau Musée d'Ixelles, est réfléchi et optimiste: *"Bruxelles est, selon moi, face à un paradoxe. C'est à la fois un lieu fascinant de bouillonnement culturel réel - il s'y passe beaucoup de choses de haute qualité et reconnues internationalement -, mais il y a effectivement un problème de cohérence, de partage de compétences. À mon avis, le problème n'est pas une question de manque de volonté mais de dilution de nos forces sur un échiquier trop large et diversifié".*

LA STRATEGIE DE LA N-VA

Et pour cause, rien que pour Bruxelles, la vie culturelle (et donc muséale) est chapeauté par huit ministres! Comment faire ressortir une vision claire avec des objectifs forts dans ce contexte? *"Je pense aussi que c'est aux opérateurs culturels d'essayer de structurer leurs efforts par la mise en commun de certains objectifs, compétences et missions. Il ne faut pas toujours attendre que la vision vienne "d'en haut"!"* précise Claire Leblanc ➔

➔ dont le musée qui abrite une collection de près de 10.000 œuvres s'implique dans la protection de son patrimoine artistique. Le musée se fédère, avec le Conseil bruxellois des musées, autour de grands événements comme les Museum Night Fever, Brussels Card, Nocturnes, une campagne de promotion des chefs-d'œuvre en 2016, etc. *"La recette marche: nous avons doublé la fréquentation en 5 ans!"*

Les premiers lieux visités par les touristes en Belgique sont, dans l'ordre, le Parlement européen, l'Atomium et le Musée des Sciences naturelles. Ces dernières années, la situation du Musée des Sciences naturelles était critique. Mais l'ancien directeur - qui avait menacé de fermer les salles - a pu faire bouger les choses. Depuis dix ans, un programme de rénovation a été mis en place. Mais le chemin pour y parvenir fut kafkaïen. *"La multiplication des interlocuteurs n'est pas le seul problème. Il y a aussi le changement régulier des pouvoirs politiques. Par exemple, à la nomination d'Elke Sleurs (secrétaire d'État à la Politique scientifique), des programmes mis en place au sein du Service public de programmation de la politique scientifique (BELSPO) concernant les musées ont été arrêtés! Elke Sleurs a fait savoir d'ailleurs sa volonté de démanteler BELSPO, ce qui privera les musées des services d'appui essentiels"* témoigne Alexandre Chevalier, membre du Conseil d'administration du Conseil international des musées (ICOM Belgique Wallonie-Bruxelles). La N-VA ne s'est jamais cachée du fait qu'elle voulait régionaliser la culture. Or, un nombre important de ministres N-VA gère les établissements scientifiques.

"Le désinvestissement actuel dans les établissements scientifiques fédéraux procède d'une stratégie du pourrissement des hauts symboles belges et d'une volonté de régionalisation. Elke Sleurs, secrétaire d'État à la Politique scientifique (N-VA) et Jan Jambon, ministre chargé de la Régie des bâtiments (N-VA), ont toutes les possibilités de faire évoluer ou bloquer les projets. D'après les échos que j'ai entendus, en attendant la rénovation

des musées, les œuvres seront distribuées en Flandre. Quand il ne pleuvra plus dans les musées, Elke Sleurs enverra une bouée à ces institutions qu'elle aura coulées" dénonce Philippe Courard, président du Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles. C'est la première fois que l'ex-secrétaire d'État pour la Politique scientifique et responsable des musées s'exprime dans les médias à ce sujet depuis la fin de son mandat. *"J'ai pour habitude de ne pas communiquer sur mes successeurs mais j'ai accepté de vous répondre car je veux tirer une nouvelle fois la sonnette d'alarme. La situation était déjà catastrophique, mais là, c'est encore pire!"*

DES FUITES D'EAU ET PUIS QUOI?

Philippe Courard propose de *"lancer un Master Plan pour le Cinquante-naire, comme cela a été fait pour le Musée royal de l'Afrique centrale de Tervuren"*. À cela, Elke Sleurs répond que *"la culture est une compétence des communautés. Les ministres de la Culture sont donc les premiers responsables pour la culture et l'investissement dans ce domaine. Le ministre responsable pour les institutions culturelles fédérales est Didier Reynders"*. Elke Sleurs ajoute qu'elle a rédigé une note à l'intention du gouvernement dans laquelle elle *"développe une vision d'avenir pour les institutions scientifiques fédérales"*. Et d'ajouter: *"Il est évident qu'une approche structurelle est nécessaire pour les musées fédéraux"*.

Outre les fuites d'eau dans les Musées royaux des Beaux-Arts (MRBA), on ne compte plus les anomalies. Ces dernières années, aux

MRBA, une variation soudaine de l'hygrométrie avait endommagé de nombreux tableaux et des gouttes d'eau avaient mis fin à l'exposition des œuvres de Rogier Van der Weyden en 2013. Au Cinquantenaire, il n'y a toujours pas de directeur nommé (ce qui ne facilite pas l'avancée de projets). Au Musée des Sciences naturelles, les ascenseurs ne fonctionnent plus depuis des mois. Le cas du Conservatoire semble aussi critique. Le Musée Magritte est quant à lui le premier musée au monde à y avoir interdit le fait de dessiner ou de prendre des notes. Cela a demandé trois ans de bataille d'un citoyen (*Bernard Hennebert - voir encadré*) pour que le musée autorise notes et photos. Pour dessiner, on repassera. Les inconvénients se multiplient. Comme celui des collections qui dorment. *"Je pense que la globalité de notre patrimoine est dans un état de "veille" au regard du public. Nous avons pourtant un potentiel patrimonial énorme! Des chefs-d'œuvre en pagaille, d'envergure internationale",* explique Claire Leblanc. C'est que les institutions muséales rangent petit à petit dans leurs caves des œuvres permanentes pour mettre leurs locaux à la disposition des expositions temporaires. Ces dernières renvoient une image festive, clinquante. La presse ne parle que d'elles au détriment des musées eux-mêmes et de leurs collections permanentes. Le but est bien sûr d'apparaître un maximum dans les médias qui se montrent friands des paillettes! C'est un cercle vicieux qui, s'il continue, va reléguer des expos permanentes entières aux oubliettes.

✘ Astrid Jansen

Dès les premières fuites d'eau au Musée d'Art ancien, la Régie des bâtiments de l'État était au courant. Pourquoi n'a-t-elle (quasi) rien fait jusqu'ici? Parce que les travaux envisagés nécessitent des capacités budgétaires très importantes. Didier Reynders s'est récemment exprimé au sujet de la culture en général: *"Il faut une volonté d'agir de manière coordonnée: quand on investit dans un domaine, tout le monde doit le faire au même moment et de la même manière"*. Ces dernières années, des actions ont été menées, çà et là, de manière disparate, il s'agissait surtout de poser des rustines. Même si des projets comme le Musée

Magritte, le Musée du Train (scénographié par François Schuiten), la création du Musée Fin de siècle et bien d'autres initiatives furent formidables, il reste un vaste travail à effectuer pour valoriser notre capitale comme lieu culturel incontournable. Aujourd'hui, Elke Sleurs nous dit débloquer 1.751.000 € pour la rénovation des Musées des Beaux-Arts, 280.000 € pour le Musée du Cinquantenaire et 2 millions € pour la Tour japonaise. Or, selon Philippe Courard qui a occupé le même poste que Madame Sleurs, c'est 150 millions € qu'il faudrait, rien que pour la rénovation complète du site du Cinquantenaire

et 50 millions € pour la rénovation des Musées royaux des Beaux-Arts. C'est-à-dire plus du double du budget dépensé pour la remarquable rénovation du Musée royal de l'Afrique centrale de Tervuren (66,5 millions €). Restaurer des bâtiments publics anciens, classés et aux surfaces colossales coûte très, très cher. C'est dire qu'il faudrait de la cohérence et du courage pour mener un tel combat.

Seaux d'eau, seaux à champagne

La culture est délaissée par les politiques. Mais les vrais coupables sont peut-être à chercher ailleurs.

Depuis 30 ans, Bernard Hennebert, journaliste et auteur, se bat pour créer des droits pour le public dans le domaine de la culture et des médias. Outre la gratuité le premier dimanche du mois dans certains musées (cinq des six musées les plus visités au monde sont gratuits), l'une de ses plus grandes réussites est l'instauration d'un code de bonne conduite à respecter par tous les centres culturels subsidiés par la Fédération Wallonie-Bruxelles.

■ **En 2014, Moustique publiait une étude sur l'importance de la culture dans les habitudes de consommation du public. Il en ressortait que la culture n'est pas du tout prioritaire aux yeux des Belges francophones.**

BERNARD HENNEBERT - Non, et c'est d'ailleurs pour ça que les politiques préfèrent "sacquer" la culture! Ça paraît moins douloureux, ça passe mieux du côté de la population.

■ **Reprochez-vous au politique ce désinvestissement?**

B.H. - La première faute pour moi vient du secteur culturel qui n'a pas su mettre en place le contre-pouvoir du public dans son secteur alors que dans d'autres secteurs de la vie sociale on trouve par exemple la Ligue des familles, le Conseil de la jeunesse, Inter-environnement Bruxelles, etc. Pour la culture? Rien. Aussi longtemps qu'il n'y aura pas ce "Test-Achats" de la culture ou que les électeurs ne revendiqueront pas plus d'argent pour la culture, le politique ne bougera pas. Or il y a des choses beaucoup plus graves que ces seaux d'eau...

■ **Vous avez écrit *Les musées aiment-ils le public?* (Éd. Couleurs Livres), quelles sont ces choses qui défavorisent le public?**

B.H. - Les organisateurs culturels sont devenus de vrais commerçants. Par exemple, dans les Musées d'Art ancien et moderne, il n'y a pas que des seaux d'eau mais aussi des seaux à champagne. La plus grande gratuité, celle que l'on ne conteste jamais, ce sont ces vernissages arrosés. Un autre exemple, très récemment, c'est le Musée de l'Armée. Il était le dernier musée à rester gratuit et est devenu payant. Ce n'est pas tout, c'est désormais le premier musée au monde où l'on n'accepte que le paiement par cartes bancaires! Une partie de la population se voit donc interdire les musées.

■ **Que proposeriez-vous?**

B.H. - L'expérience d'une tirelire a été faite à Gand. Le musée était gratuit pendant deux mois durant lesquels une tirelire fut installée. Le résultat de cette enquête montre que, quand la tirelire est à la sortie, que le personnel a bien travaillé, que le public est content, il y a plus d'argent récolté que via les rentrées payantes habituelles. Cela démontre que les musées ont aussi leur part de responsabilité. Il y a une quinzaine d'années, tous les grands musées fédéraux étaient gratuits. Quand ils sont devenus payants, on a perdu plus des deux tiers du public! Parce que le citoyen n'était devenu qu'un consommateur.

**"LES
ORGANISATEURS
CULTURELS? DES
COMMERÇANTS."**

BERNARD HENNEBERT